

## Études internationales



Schwarz, Alf, *Colonialistes, Africanistes et Africains*, Montréal, Éd. Nouvelle Optique, 1979, 112 p.

Serge Genest

Volume 11, numéro 3, 1980

Quelques jalons de l'apport canadien au droit international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701084ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701084ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Genest, S. (1980). Compte rendu de [Schwarz, Alf, *Colonialistes, Africanistes et Africains*, Montréal, Éd. Nouvelle Optique, 1979, 112 p.] *Études internationales*, 11(3), 546–547. <https://doi.org/10.7202/701084ar>

SCHWARZ, Alf, *Colonialistes, Africanistes et Africains*, Montréal, Ed. Nouvelle Optique, 1979, 112p.

C'est un essai critique sur l'épistémologie des sciences sociales que présente Alf Schwarz dans son ouvrage. Non seulement ambitionne-t-il de passer en revue les principales défaillances de l'appareil méthodologique et épistémologique de ces disciplines - et pour l'essentiel de l'anthropologie sociale et culturelle - mais il propose aussi une voie de réflexion qu'il veut un début de solution au cul-de-sac devant lequel elles se trouvent présentement.

L'ouvrage se divise en trois parties de longueur inégale. La première reprend et développe l'argumentation sur la rencontre historique de l'anthropologie avec le colonialisme dans sa phase intensive, fin 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. C'est aussi l'occasion de retracer les principales critiques adressées à l'anthropologie. Mais Schwarz envisage de porter la critique encore plus avant en allant au coeur du développement de la science anthropologique, c'est-à-dire au fondement même de la pensée occidentale: le positivisme. Pour l'auteur, il est sans effet de montrer le lien entre anthropologie et colonialisme si l'on ne s'interroge pas en même temps sur les sources intellectuelles auxquelles l'anthropologie - et les autres sciences sociales - ont puisé pour se construire.

Le deuxième chapitre de l'ouvrage aborde le problème du colonialisme sous un nouvel angle. Il ne s'agit plus uniquement cette fois de faire ressortir les conditions historiques générales, extérieures aux sciences sociales, qui ont permis la rencontre avec les prétentions impérialistes du monde occidental, mais de regarder de plus près l'impérialisme scientifique qui s'est développé en même temps que les autres - économique et politique -. Bien sûr, l'anthropologie occupe une place de choix dans ce tableau, mais elle n'y apparaît plus toute seule; bien qu'assez timidement, la science politique et la sociologie sont passées au crible de la critique épistémologique.

Cette seconde partie de l'ouvrage est également l'occasion pour Schwarz d'introduire une autre dimension privilégiée: les prétentions de la science occidentale sont reprises à leur propre compte par les intellectuels africains qui sont passés par l'entreprise scientifique occidentale. Ces derniers doivent donc réagir à cette hégémonie intellectuelle: « L'indépendance économique et politique ne se fera pas sans la libération du savoir. » (p. 76). Mais, dans cette démarche, il ne faudra pas que les critiques africains remplacent l'eurocentrisme par un nouvel ethnocentrisme. Alors que les chercheurs occidentaux ont mis tout un temps à reconnaître l'incidence cruciale de la domination coloniale dans l'explication des réalités africaines, il ne faudrait pas que cette période historique décisive devienne le facteur explicatif unique de ces réalités. « La connaissance de l'Afrique ne progressera assurément pas par le simple remplacement de l'oeillère colonialiste du chercheur occidental par l'oeillère anti-impérialiste du chercheur africain ». (p. 83).

C'est d'ailleurs cette piste empruntée dès la fin du deuxième chapitre qui va permettre à l'auteur de développer très brièvement son point de vue dans la dernière partie de l'ouvrage. C'est en adoptant une perspective dialectique seulement que les spécialistes des sciences sociales seront à même de dépasser le positivisme encore présent dans toutes ces sciences. C'est également cette approche qui assurera aux intellectuels africains la possibilité d'éviter de tomber dans une autre ornière: un anti-impérialisme sommaire qui refuse de se tourner vers la dynamique interne propre aux sociétés africaines contemporaines pour en expliquer le fonctionnement.

L'examen que Alf Schwarz fait à la fois des relations entre colonialisme et anthropologie et des critiques apportées à démontrer ces liens, n'est pas tout à fait nouvelle et la documentation dont il fait usage le démontre clairement (v.g. G. Leclerc: *Anthropologie et colonialisme*, Paris, Fayard, 1972; et A. Mafeje: « The Problem of Anthropology in Historical Perspective: An Inquiry into the Growth of the Social Sciences » in *Revue*

*Canadienne des études africaines*, Vol. x, 2, 1976). L'intérêt de la démarche réside dans la critique du positivisme comme caractéristique fondamentale de la science occidentale et son effet sur la définition de cette dernière. L'idée de la « dialectisation » comme orientation intellectuelle pour poursuivre les recherches en sciences sociales est séduisante mais la démonstration de Schwarz ne convainc pas complètement. On peut lui opposer – comme le fait Claude Meillassoux dans la *Note Critique* à la fin du volume – une position beaucoup plus concrète en voyant dans les luttes contre la bourgeoisie le moyen d'atteindre la façon dont la science est définie (*i.e.* ceux qui en assurent la définition). Et même si l'on se situe sur le terrain de l'auteur, c'est-à-dire davantage du côté de la démarche intellectuelle, on ne voit pas très clairement comment, une fois posée la nécessité de cette « dialectisation » (*i.e.* l'échange dynamique entre les perspectives anthropologiques et sociologiques, africaines et occidentales), on parvient à l'établir concrètement.

Nul doute que la dialectique comme instrument de critique du positivisme soit une avenue féconde. Il faut souhaiter cependant que des travaux subséquents viennent compléter la réflexion amorcée à la fin de cet essai et qui seraient précisément une mise en application de la démarche dialectique préconisée par Schwarz.

Serge GENEST

Département d'Anthropologie,  
Université Laval

LE MORZELLE, Joelle, *La question de Jérusalem devant l'Organisation des Nations Unies*, Bruxelles, Établissements Émile Bruylant, 1979, 565p.

Les tenants et les aboutissants de la question de Jérusalem sont tellement complexes et enchevêtrés que la réalité échappe à la majorité des observateurs, sans oublier les politiciens, fonctionnaires, diplomates, universitaires et journalistes qui parlent avec d'autant plus de facilité de Jérusalem qu'ils en connaissent moins les problèmes.

L'ouvrage de Joëlle Le Morzellec est donc doublement bienvenu car il présente de façon claire et détaillée la « Question de Jérusalem devant l'ONU » en expliquant à la fois la question de Jérusalem et les intérêts des parties en cause (Juifs, Arabes, Églises, Grandes Puissances, etc.) et le fonctionnement des rouages de l'ONU dans une description de ses travaux concernant Jérusalem. Ce livre divisé en trois périodes historiques (l'ONU devant le retrait britannique de Jérusalem, l'ONU devant le partage de Jérusalem, l'ONU devant la réunification de Jérusalem) détruit un certain nombre de mythes.

1) « Jérusalem est un territoire occupé depuis 1967 ». L'auteur expose clairement que si la notion d'occupation vise les Israéliens depuis 67, elle doit viser les Jordaniens de 48 à 67 dont la présence à Jérusalem était due à une conquête militaire, l'occupation et l'annexion d'une partie de la ville (p. 328 et 375). Les résolutions de l'ONU considèrent Jérusalem comme occupée par les Israéliens, alors qu'elles n'ont jamais traité de l'occupation par la Jordanie et assimilent la reconstruction du quartier juif de la Vieille Ville, rasé en 1948 et dans les années suivantes, et la réinstallation d'une population juive après qu'elle en ait été chassée en 1948 par la Légion Arabe à « une implantation de colonies dans les territoires occupés » (R. 3005, XXVII, 15 décembre 72). Cette confusion entretenue par l'ONU loin de détruire des mythes les renforce.

2) « Le Statut de Jérusalem » : ce statut, objet d'interminables discussions à l'ONU et auquel font références d'innombrables résolutions, brille par son absence (pp. 321-28, p. 379).

3) « Les piètres résultats obtenus par l'ONU sont dus à la majorité automatique ». Il est exact que la majorité automatique vote contre Israël en toutes circonstances et condamnent sans présenter des propositions (p. 386) mais on a tendance à oublier que l'ONU sans majorité automatique, divisée selon les deux blocs, ne s'est guère révélée plus efficace. Elle a consacré le meilleur de ses efforts, en ce qui concerne Jérusalem en tout